

L'Appel à l'action de Belgrade

**L'appel de la société civile à agir ensemble afin de
défendre les voix des populations pour un monde juste et durable**

Inverser la tendance de fermeture et de réduction de l'espace de la société civile

**Mettre fin aux attaques à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme et à l'encontre de
La participation démocratique**

Réexaminer les perspectives pour un Programme 2030 ouvert et la réalisation complète des ODD

Lancé à Belgrade, le 8 avril 2019

Nous, leaders de la société civile mondiale, émanant des organisations de la société civile, activistes et militants des quatre coins du globe, à Belgrade en ce jour nous lançons un appel à la société civile nationale et internationale afin d'agir ensemble et déclarons tout haut : **C'en est assez ! Mettons une fin aux attaques permanentes à l'encontre de la société civile, des leaders sociaux et des défenseurs des droits de l'homme !**

La communauté mondiale est en train de prendre un chemin qui exclura des centaines de millions de personnes. **Un progrès réel et transformateur permettant la réalisation de changements systématiques pour les populations et la planète par le Programme 2030 ne sera pas possible** sans la participation réelle des populations et de la société civile entièrement impliquées à travers leurs organisations et leurs communautés.

Il est troublant de voir que plus de 80% de la population mondiale, soit 6 milliards de personnes vivant dans plus de 111 pays, font face à une situation où les conditions sont hostiles pour la société civile (23 pays), où la société civile est fortement réprimée (35 pays), ou encore où la société civile fait face à des obstacles politiques et législatifs importants (53 pays). [Suivi de la société civile CIVICUS] **Dans ces pays, il y a pas peu de probabilité qu'une société civile impliquée et mobilisée existe**, alors que c'est une base essentielle pour la démocratie, les dispositifs de protection des droits de l'homme, et le progrès concernant les ODD et le Programme 2030 de transformation.

Nous exhortons tous les États Membres des Nations Unies à prendre d'urgence des actions concrètes pour inverser ces tendances.

Malgré les promesses rhétoriques d'action faites par beaucoup d'États membres pour « inverser la tendance de rétrécissement de l'espace civique où qu'il se trouve »¹ **les attaques contre les OSC, les leaders sociaux et les défenseurs des droits de l'homme continuent sans faiblir.**

Les acteurs civils de beaucoup de secteurs sont sujets de menaces, sont persécutés et tués - y compris ceux qui soutiennent et représentent les communautés rurales, les populations autochtones, les journalistes, les syndicats, les activistes des droits de la femme, activists des LGBTQ*, la jeunesse, les personnes en situation de handicap et les écologistes. Ils sont harcelés et sont victimes d'arrestations et de détentions arbitraires, et les financements des OSC sont la cible de mesures restrictives ou législatives. D'autres sont délibérément discrédités comme étant des criminels ou des « agents à la solde de l'étranger ». Les leaders de la société civile sont agressés physiquement, les défenseuses des droits de la femme font face à du harcèlement et à des abus sexuels. Tout cela parce qu'ils cherchent à protéger les droits de l'homme, tout en faisant la promotion de la participation démocratique sur les sujets qui affectent leurs vies.

L'authentique progrès transformateur, qui n'exclut personne, permettant de remplir les ODD principaux - dont l'éradication de la pauvreté (ODD1), l'enrayement de la faim (ODD2), s'attaquer à toutes les formes d'inégalité y compris celles concernant le genre (ODD5), la réduction des inégalités (ODD10), la promotion d'un travail et de moyens de subsistance dignes pour tous (ODD8), et la prise d'actions pour la justice climatique et une transition juste (ODD13) - ne sera pas possible sans l'implication totale des populations et de la société civile. Les forces de la société civile sont sa diversité, son enracinement dans les communautés et les territoires, son expérience directe du développement et ses capacités à impliquer le public.

L'ODD 16, pour la paix, la justice et des institutions efficaces, est loin d'être atteint, dans des lieux où l'espace civique est fermé et réprimé, où la société civile ne peut pas agir librement auprès des populations marginalisées et pauvres dans le but de contribuer et de protéger les institutions ouvertes et responsables.

Le temps pour la rhétorique, les nobles déclarations et les nobles affirmations internationales est terminé. **Le programme est urgent et c'est maintenant qu'il faut agir.** Une action pratique est possible. Nous ne pouvons pas attendre que l'espace pour les OSC et leurs leaders, les activistes des droits de l'homme et les porte-paroles des populations soit réduit à une peau de chagrin !

L'**Appel à l'action de Belgrade** demande des actions et des engagements précis, appropriés pour chaque pays, avec un cadre de référence global dans la **Déclaration Politique du Forum de Politique de Haut Niveau de 2019**, et avec un calendrier que les États membres devront suivre.

Nous en appelons aux États Membres, se réunissant en septembre 2019 :

- 1. Pour prendre des mesures concrètes et pour protéger et favoriser la société civile**, y compris favoriser des législations et des règles, la responsabilisation démocratique basée sur les normes des droits de l'homme, et la protection totale de la société civile attaquée, comme par exemple les leaders sociaux, les défenseurs des droits de l'homme et les activistes d'égalité de genre.
- 2. Pour ancrer l'ouverture et la responsabilisation significative envers la population** dans les pratiques de développement.
- 3. Pour mettre en place et respecter l'appropriation démocratique au niveau national** des plans de développement national et mettre en place la responsabilisation et la transparence pour une livraison ouverte des ODD.
- 4. Pour donner l'exemple en menant des actions concertées** afin de s'attaquer aux plus importantes violations des droits de l'homme, y compris la détérioration des conditions à laquelle font face les organisations, les syndicats, les organisations des droits des femmes, des peuples autochtones, des écologistes axés sur la communauté, entre autres.
- 5. Pour reconnaître l'importance des thèmes interconnectés afin de réaliser le Programme 2030** -- la voix de la société civile, l'éradication de la pauvreté, l'autonomisation des femmes, le combat contre les inégalités, le travail décent, l'action pour le climat et la justice environnementale.

Mettre en place un **Programme d'action** basé sur ces engagements nécessitera un leadership politique collaboratif, robuste et préventif de la part des États Membres, des parties prenantes du développement et des organisations de la société civile.

La société civile est entièrement engagée pour atteindre les ODD. Mais nos efforts resteront vains si nous ne pouvons pas compter sur de nouvelles mesures et de nouvelles actions aux niveaux local, régional et mondial pour inverser les tendances d'affaiblissement; de rétrécissement et de fermeture des espaces civiques.

Nous nous engageons à attirer l'attention sur ces sujets urgents et à exiger des actions à toutes les réunions intergouvernementales et les réunions préparatoires pendant que la communauté internationale examine le progrès dans le Programme 2030 dans les mois et années à venir.

Cet **Appel à l'action**, accompagné d'un **Programme d'action**, sera lancé simultanément par tous les pays du monde pour attirer l'attention sur cette urgence.

Belgrade
8 avril, 2019

¹Document Final de Nairobi, Partenariat Mondial pour la Coopération Efficace au service du Développement.